

BERGE SETRAKIAN

« Nous soutenons toujours l'État »

Dans cette interview exclusive accordée à NAM, le président du bureau mondial de l'UGAB, l'une des plus puissantes associations de la diaspora, nous livre le fond de sa pensée sur la situation actuelle de l'arménosphère. Un entretien sans langue de bois ni démagogie.

Nouvelles d'Arménie Magazine: Comment l'UGAB a-t-elle apprécié ou vécu la révolution de velours ?

Berge Setrakian: Nous avons suivi les événements avec beaucoup d'intérêt. C'est effectivement un mouvement populaire sans précédent dans l'histoire des démocraties modernes. Ce changement de bouleversement populaire affecte aussi beaucoup de pays de ce qu'on appelait anciennement le monde libre. 20 ans, 25 ans après la chute de l'Union soviétique, les populations se posent des questions et demandent des comptes à leurs dirigeants. Cet ancien monde a ainsi été confronté à une vague de mécontentement populaire en commençant avec le vote du Brexit, en passant par les élections de Trump et de Macron. C'est une forme de remise en cause de l'establishment politique traditionnel. Ce phénomène a également fait plus ou moins tache d'huile en Italie, en Autriche, en Hongrie et ailleurs. Ces événements résultent d'une part des rejets des mouvements migratoires vers les pays occidentaux mais surtout d'une crise sociale générale, qui est liée à l'augmentation des écarts entre les plus riches d'une part et la classe moyenne qui s'appauvrit et les plus pauvres d'autre part. Ce décalage de fortune est générateur de frustration et de colère. L'Arménie n'a pas échappé à cette situation générale, qui a été aggravée par la corruption. Elle n'en avait pas le monopole, ce fléau étant, hélas, largement partagé dans le monde. Mais les dirigeants n'ont pu y faire face. C'en était trop pour la population qui a dit : ça suffit!

NAM: C'est une bonne chose ?

B.S.: C'est certainement positif. Comme vous le savez, en tant qu'UGAB, organisation surtout ancrée dans la diaspora, nous soutenons toujours l'État arménien, ce qui ne signifie pas que nous soyons en symbiose avec les gouvernements. Nous n'avons jamais milité en faveur des prédécesseurs de Pachinian, quels qu'ils soient. D'ailleurs nous le lui avons dit. Nous sommes avec celui qui est en charge de l'État et l'on est là pour le soutenir. Et on ne ménagera pas nos efforts en ce sens. Hier comme aujourd'hui. On sait que Pachinian doit faire face à pas mal de difficultés. Les gens s'attendent à beaucoup de changements. Ça ne sera pas forcément facile. Il y a beaucoup d'espoir, et peut-être un moins de réalisme. Sur le plan économique, tout ne peut pas être transformé du jour au lendemain.

On sent que Pachinian est une personne dynamique. Il veut un changement. Il est sincère. Mais les challenges sont grands. Il a besoin du soutien de toute la nation, y compris la diaspora. On suit les évolutions de près et on essaiera de lui apporter tout le soutien possible. On n'a pas le choix. On peut et on doit réussir et je reste optimiste.

NAM: Vos relations n'étaient pas mauvaises avec les anciennes autorités ?

B.S.: Nos relations ont été toujours bonnes à travers tous les régimes car nous ne nous attendons pas à une contre-partie pour notre soutien. Nous n'avons aucun intérêt direct ou indirect hormis celui de l'Arménie et des Arméniens. Les relations étaient bonnes dans la mesure où l'on a tout mis en œuvre pour le développement du pays, à travers surtout nos activités sociales et économiques. Ce que l'on a fait durant notre histoire nous continuons jusqu'à nos jours. Nous avons toujours été cohérents.

NAM: Sur quels points, selon vous, faut-il mettre désormais la priorité dans les réformes ?

B.S.: La priorité doit être mise sur les institutions. N'oubliez pas que celles qui fonctionnent actuellement résultent, dans une certaine mesure, d'une autre révolution qui a été aussi, dans un sens, de velours. Celle qui a entraîné la chute de l'Union soviétique. Du jour au lendemain tous les États membres de l'URSS ont fait face à un nouveau système dont ils n'étaient pas familiers. Dans ce contexte, hormis les États de la Baltique, les seuls pays à avoir amorcé un tournant vers la démocratie ont été l'Arménie et la Géorgie. Cela apparaît clairement si l'on fait des comparaisons avec des pays comme l'Azerbaïdjan et bien d'autres qui continuent toujours l'exercice du pouvoir en ayant simplement remplacé la domination de Moscou par celle des anciens dirigeants communistes. L'Arménie s'est révélée plus réformatrice que les autres pays. Mais ses institutions reposent sur une infrastructure qui est toujours celle héritée de l'Union soviétique. Cet héritage pèse sur la mentalité des dirigeants. C'est le chef qui doit tout décider. L'un de nos challenges est de sortir de cette logique. Il faut institutionnaliser l'État. Le deuxième défi est d'inspirer confiance à la communauté internationale, en lui montrant que l'Arménie s'est dotée d'un régime stable où l'on peut investir. Les investissements étrangers sont, d'évidence, essentiels. D'autant que la diaspora, même si elle est motivée et dispose de certains moyens, n'a pas aujourd'hui la surface financière suffisante pour répondre à tous les besoins économiques de l'État. Or, pour les investissements étranger il faut de la stabilité. Pour la stabilité il faut un état de droit. Quant à la corruption, elle sévit malheureusement un peu partout dans le monde. Combien de pays du premier, du second ou du tiers monde souffrent de ce mal sous diverses formes, allant de la fraude fiscale, au financement des politiques en commençant par les États-

« On sait que Pachinian doit faire face à pas mal de difficultés. Les gens s'attendent à beaucoup de changements. Ça ne sera pas forcément facile. Il y a beaucoup d'espoir, et peut-être un moins de réalisme. »



Stabilité. « Un État est un grand train et non une petite voiturette qui peut facilement changer de direction. »

Unis, des pots-de-vin ou d'une justice à la solde des pouvoirs? Partout il y a des réformes à faire. Mais il convient de faire attention aux changements trop radicaux. Un État est un grand train et non une petite voiturette qui peut facilement changer de direction. L'un des challenges de Pachinian, sera de rallier tous les Arméniens et développer les réformes adéquates.

NAM: Israël et l'Arménie sont deux des très rares États à posséder un ministère de la Diaspora. Apparemment ce ministère pourrait être supprimé. Est-ce une bonne chose ?

B.S.: À mon sens, il ne s'agit pas seulement de savoir si nous avons besoin d'un ministère indépendant ou s'il doit être intégré dans un autre. La question va au-delà. Le problème est de savoir comment faire face à la réalité de ce qu'est la diaspora aujourd'hui. Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas tant l'émigration de l'Arménie vers la diaspora, c'est l'émigration de la diaspora elle-même, à savoir l'abandon de l'identité arménienne en son sein. C'est une émigration beaucoup plus grave. Parce qu'une fois qu'ils quittent, c'est fini! On les perd! Du moins, avec l'émigration des Arméniens d'Arménie, reste-t-il toujours l'espoir qu'ils retourneront un jour, si la situation s'y améliore. Et en attendant, que ce soit en Orient ou en Occident, les nouveaux primo-arrivants commencent à s'intégrer et apporter un nouveau souffle à la diaspora. On le voit en Hollande, en Espagne en Allemagne... Mais la situation est plus problématique pour l'ancienne diaspora. Les enfants et petits-enfants des rescapés du génocide sont maintenant éparpillés et nous risquons d'en perdre un grand nombre. Ce qui gardait en vie la diaspora, c'était la langue, la culture, la mémoire. Or il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui 70 % de la diaspora n'utilise plus la langue. C'est pourtant un vecteur d'identité central et il faut trouver des moyens de remplacer ce qui manque... Les écoles sont importantes. Mais seulement moins de 2 % de nos enfants les fréquentent. Il faut repenser l'identité. Se repenser. À ce titre, l'Église peut jouer un rôle essentiel. Il y a quelques années, un sondage avait posé la question de savoir ce qui restait >>>

UGAB

>>> de leurs origines aux Arméniens qui ont perdu toute relation avec leur identité. La réponse a été: l'Église. C'est pour ça que l'UGAB la soutient et qu'on favorise notamment l'éducation de son clergé. Aujourd'hui, on voit aux États-Unis que les jeunes prêtres apostoliques sont en train de faire renaître la spiritualité dans les communautés. Je ne sais pas par quelle magie, mais ils sont bien éduqués et efficaces. Il y a une école de théologie en Angleterre, près de Leeds, dont les frais de la scolarité sont énormes. Chaque année, le Catholicos recommande un ou deux candidats qualifiés. Il y a jusqu'à maintenant plus d'une quinzaine de diplômés. Il faut les voir et en être fiers! C'est l'UGAB qui octroie les bourses à cet effet. De même, les membres du clergé qui serviront dans les pays francophones ou arabes sont orientés vers des instituts à l'étranger. La formation des cadres de l'église ces 20 dernières années a été une priorité car ce clergé servira autant l'Arménie, mais encore plus la diaspora. Le plus grand challenge du ministère de la Diaspora, qu'il soit sous l'égide du Premier ministre ou du ministre de l'Éducation - question pour moi secondaire - doit être d'abord de réaliser des programmes à partir d'une réévaluation des besoins de la 3^e, 4^e et 5^e génération d'Arméniens qui font face à une crise ou plutôt un choix d'identité. Malheureusement, souvent ce sont ceux qui réussissent qui ont tendance à quitter le bateau. C'est sur cette base que l'UGAB a mis en chantier depuis plus de 15 ans le programme des "Jeunes professionnels". Nous avons 12 000 membres de ce groupe à travers le monde. Nous avons également le « Virtual Col-

« Souvent ce sont ceux qui réussissent qui ont tendance à quitter le bateau. C'est sur cette base que l'UGAB a mis en chantier depuis plus de 15 ans le programme des "Jeunes professionnels". Nous avons 12 000 membres de ce groupe à travers le monde. »

lege » pour porter l'enseignement de la langue et de l'histoire sur les iPad, sur internet. Il y a toute une méthodologie et pédagogie. Il n'est pas facile de réorganiser la diaspora, car il y a aussi des gens qui mettent des freins en voulant continuer les anciennes structures qui sont dépassées et qui refusent d'accepter la réalité. Par exemple, à part les *Nouvelles d'Arménie* ou le magazine de l'UGAB, je ne vois pas beaucoup de publications dans la diaspora susceptibles d'intéresser la nouvelle génération.

NAM: Puisque vous parlez de l'Église, n'avez pas été choqué par les agressions contre le Catholicos en juin-juillet dernier ?

B.S.: Nous sommes en train de vivre un nouveau phénomène avec ce qu'on appelle les réseaux sociaux. De nos jours, il est très facile d'attaquer ou de faire circuler de fausses nouvelles. Certains ont cru qu'avec la révolution de velours ils peuvent se livrer à casser tout ou de régler des comptes personnels. Des gens me demandent pourquoi l'UGAB soutient le Catholicos? Souvent je demande à ces détracteurs: vous critiquez le Catholicos, mais est-ce que vous avez déjà rencontré la personne? Souvent la réponse est négative. Est-ce que vous connaissez les problèmes éducatifs ou financiers de l'Église? Non. Vous contribuez ou fréquentez l'église? Non. Alors, sur quelle base portez-vous un jugement? Savez-vous qu'elle dirige des orphelinats, des centres de femmes battues et abusées, des sections d'aumôniers dans l'armée et dans les prisons, les restos de secours pour plus de 1 800 retraités... Sans compter le mouvement des « pionniers » qui existait du temps de l'Union soviétique que nous avons réussi à recycler sur l'initiative du Catholicos qui était, au début de l'indépendance, évêque d'Erevan. Il était venu nous dire à l'époque: « Il y a là 40 000 jeunes en butte à un risque de désespoir. Je les vois en train de traîner dans les rues avec des cigarettes à 14 ou 16 ans. » Donc, avec l'Église on a repris ce programme. Il y a chaque jour environ 4 000 jeunes, entre 8 et 16 ans depuis plus de 25 ans qui fréquentent ces centres. C'est toute une génération qui a été sauvée grâce à cette initiative. Personne ne le remarque! Beaucoup de gens me disent: « Il ne fait que bâtir des églises ». Mais il ne bâtit pas des églises juste pour développer des projets de construction! On ignore le côté humain de ses activités. L'éducation du clergé, la formation des jeunes, les projets sociaux, l'hôpital. On nous dit: « Il a un hôpital à son compte! ». Mais c'est à travers l'UGAB que ça a été financé avec nos bienfaiteurs, en l'occurrence par Louise Simone et la famille Izmirlian. On nous dit: « Il faut payer les gens! » Mais l'hôpital doit bien se financer, sachant que par ailleurs il est gratuit pour le clergé et pour les nécessiteux. On nous parle aussi de transparence financière: je peux dire avec notre expérience de l'UGAB sur ces 25 dernières années, que nos donateurs ont envoyé des fortunes au bénéfice de l'église et nous avons apporté un grand soutien financier convaincu de la mission suivie et de la transparence des comptes des projets que nous avons financés. Sachez bien que le mécène ou le donateur est la personne la plus exigeante qui soit. Il ne donne jamais un sou s'il a le

Écoles. «Elles sont importantes. Mais moins de 2 % de nos enfants les fréquentent. Il faut repenser l'identité. Se repenser.»



Photo: W. P.

moindre doute quant au bon usage de chaque sou qu'il octroie à un projet. Demandez à tous ces bienfaiteurs qui ont aidé Etchmiadzine s'ils ont la moindre réserve envers la gestion du Véhapar! Ses finances sont transparentes et nous en sommes témoins. Personne ne le réveille, mais Etchmiadzine compte aujourd'hui plus de 800 membres dans son clergé alors qu'ils étaient autour de 200 il y a 20 ans. Les caisses étaient presque vides lorsqu'il a été élu à son siège. Je n'envisage pas sa position car il a une grande responsabilité et difficulté à couvrir un budget énorme. Parfois des gens disent: « Le Catholicos est un dictateur ». Il faut bien un leader et une autorité pour diriger l'Église surtout lorsqu'elle se développe aussi rapidement. N'oubliez pas que depuis la fondation de l'Union soviétique, il n'y avait pas de place pour l'Église dans les institutions. Le Véhapar a essayé d'institutionnaliser l'Église; et nous participons à cet effort. Pour organiser la diaspora, avec des centaines de membres de clergé, elle dispose de la plus grande armée à notre disposition. Pour nous, le rôle du clergé répond à un besoin national. Ses membres y sont préparés. L'Église apostolique représente nos valeurs nationales et n'a pas pour seule vocation la prière mais aussi la perpétuité de notre héritage. Il y a des gens qui le critiquent au motif qu'il serait identifié à l'ancien régime. C'est ridicule! Il était dans la même situation que l'UGAB. La nation arménienne ne peut pas se permettre un clash entre l'Église et l'État. Dans l'intimité on peut faire toutes les critiques et j'ai eu l'occasion d'entendre le Catholicos exprimer ses réserves sur certains aspects sociaux aux dirigeants du passé. Mais publiquement, l'Église ne peut pas prendre position. On dit: « Il n'est pas spirituel ». Qui suis-je

Arménie. « La plupart des organisations internationales ont noué des partenariats avec l'UGAB, que ce soit l'Union Européenne, l'USAID et d'autres qui sont en quête d'institutions transparentes du secteur privé avec lesquelles collaborer. »

pour juger de la spiritualité des personnes? Il suffit de se rappeler « les faux dévots » de Molière! Pour moi la spiritualité se situe dans notre for intérieur à travers l'engagement pour une cause qui va au-delà de soi.

NAM: Quelle est la plus grande réussite de l'UGAB sur ces dix dernières années ?

B.S.: On ne peut pas dire que la bataille soit gagnée. On essaye d'évoluer avec la situation, de nous adapter aux nouvelles réalités. Parfois de prendre des décisions nécessaires même peu impopulaires, par exemple au Liban où on a été obligé de regrouper toutes nos écoles au sein d'une seule institution, résultat des conséquences de la diminution de la population. Notre principal souci est de rallier ceux qui sont en train de perdre leur identité dans la diaspora avec des programmes bien élaborés et répondant à la réalité de notre temps. Cette évolution est très visible dans le contenu de nos publications de ces dernières années. Il y a aussi nos activités en Arménie. Aujourd'hui, la plupart des organisations internationales ont noué des partenariats avec l'UGAB, que ce soit l'Union Européenne, l'USAID et d'autres qui sont en quête d'institutions transparentes du secteur privé avec lesquels collaborer. On essaye de plus en plus de jouer un rôle socio-économique dans le pays. On vient de lancer un >>>



Photo: W. P.

>>> projet de 10 ans, sur le « Women empowerment » ou renforcement du rôle de la Femme dans les affaires et dans la société parce qu'on est convaincu que les femmes en Arménie doivent jouer un plus grand rôle. On a créé un système de financement de petits projets dans les villages. Dans la diaspora, nous œuvrons pour assurer la pérennité de l'identité et le maintien de la vitalité de nos institutions et programmes.

NAM: Après le temps de la révolution, ne faut-il pas penser à celui de l'unité nationale? Que pensez-vous des procès qui sont menés contre les dirigeants de l'ancien régime? Comment vivez-vous l'incarcération d'un ancien président de l'Arménie?

B.S.: En ce qui concerne l'unité nationale, le nouveau régime qui dispose d'un mandat de 5 ans a intérêt à rassembler autour de lui toutes les factions possibles. Avant les élections il peut y avoir une polarisation aux extrêmes, mais après, doit venir le temps du rassemblement. La politique des incarcérations est malheureusement perçue parfois comme une vendetta. Tout cela demande à être mieux organisé. En ce qui concerne les oligarques et le fléau de la corruption qui sévissait, il faut opérer par priorité. J'aurai préféré qu'on commence par s'en prendre à ceux qui ont pillé l'État, surtout l'armée. Nous savons qu'il existe des scandales dans l'armée avec des responsables touchant des salaires de quelques centaines d'euros qui ont bâti des villas, etc. Qu'on commence par là. La question des oligarques: c'est une pathologie qui est née au lendemain de l'Union Soviétique. Il y a eu une soudaine chute de l'économie. Tous les prix étaient bas. Et certains en ont vraiment profité. Il faut être ferme en poursuivant les abus, procéder à des audits et faire payer en proportion les comportements délictueux. Il faudrait aussi impérativement et très vite instaurer une loi antitrust pour combattre les monopoles, etc. Cependant il ne faut pas pousser ces hommes d'affaires à plier bagage et quitter le pays en rendant leur vie difficile. En ce qui concerne l'incarcération de l'ancien président, il s'agit d'un problème important. Il faudrait un tribunal spécial, capable de faire le point objectivement. Parce qu'il y a beaucoup de questions liées en particulier à la nature du pouvoir présidentiel. Est-ce que ses décisions ont été prises dans le cadre de ses fonctions, ou s'agit-il d'un abus? Ces incarcérations peuvent être justifiées ou non, je ne suis pas juge et je n'ai pas une vraie connaissance des faits, mais ça envoie le message, à tort ou à raison, d'un certain abus. Ça ne signifie pas que ces incarcérations ne sont pas justifiées, mais l'approche aurait pu être différente, surtout s'agissant d'un ancien chef d'État.

NAM: Une autre question se pose: celle de l'influence de l'Occident sur les événements en Arménie. Est-ce que cette influence, qui a des effets positifs sur le pays, ne risque pas aussi pas d'accroître le hiatus avec son environnement et avec la Russie?

B.S.: C'est une question très sérieuse. Mais il faut tenir compte du jeu des nations et du nouvel ordre politique mondial dont nous ne sommes pas un des piliers. En général, des États comme l'Arménie, la Géorgie ou autres sont un peu à la merci de ces puissances. Nous sommes dans une situation très délicate.



Catholicos. « Demandez à tous ces bienfaiteurs qui ont aidé Etchmiadzine s'ils ont la moindre réserve envers la gestion du Vehapar ! »

Oui, il y a cette idée qui circule selon laquelle cette révolution a été un peu encouragée. Je n'en sais rien. Je ne peux porter un jugement. J'observe la situation en Géorgie, en Ukraine et ailleurs. Je suis confiant dans le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Arménie. Il a de l'expérience. Il a vécu au sein des Nations-Unies. Il connaît le jeu des nations. En ce qui concerne la Russie, qu'on le veuille ou non, c'est historiquement et actuellement la force principale dans la région. Les États-Unis ont leur propre influence. Bien entendu, chacune de ces puissances a ses propres intérêts. La Géorgie et l'Ukraine ont laissé des plumes dans ces bouleversements. Encore plus inquiétant: il est aujourd'hui question du conflit américano-iranien. Or, nous sommes juste à la frontière. Et avec le régime américain un peu radical que nous avons aujourd'hui, il y a zéro tolérance pour quoi que ce soit avec l'Iran. Mais l'Iran pour nous constitue un tuyau d'oxygène! La situation est également tendue avec la Russie. Là aussi, il y a zéro tolérance. Par contre nous avons besoin de la Russie pour notre sécurité militaire. On ne peut pas dire à la Russie: « Gardez nos frontières, assurez notre sécurité, mais maintenant on va flirter avec les autres ». D'autant que les aides qu'on reçoit par-ci par-là sont par ailleurs minimes. L'Arménie, au cours des 20 dernières

« On ne peut pas dire à la Russie : " Gardez nos frontières, assurez notre sécurité, mais maintenant on va flirter avec les autres ". D'autant que les aides qu'on reçoit par-ci par-là sont par ailleurs minimes. »

années, a su bien se positionner. Mais la situation n'était pas aussi tendue. Aujourd'hui, le jeu s'est complexifié avec ces conflits entre l'Iran, la Russie et les États-Unis. Quant à la France, elle joue un rôle important. Elle est la plus sincère dans sa relation avec l'Arménie. Historiquement, culturellement. Mais il y a des limites à ce que la France peut faire. Et la diaspora occidentale n'est pas la force politique qu'on imagine. Nous ne sommes pas suffisamment organisés, ni en France, ni en Angleterre, ni aux États-Unis, ni au Moyen-Orient. Par exemple, dans le personnel politique français, à part Patrick Devedjian, nous n'avons pas eu grand monde depuis un peu plus de 20 ans. Aux États-Unis, il n'y a pas un seul membre arménien au Congrès. Pourtant, en 84-86, nous avons eu un gouverneur à la tête du plus grand État américain: la Californie. On avait des congressmen, on avait M. Ignatius, qui était ministre de la Marine sous Eisenhower. Malheureusement nous ne constituons pas une force politique de poids. Je ne sais pas pourquoi les jeunes Arméniens ne s'impliquent pas davantage dans la politique de leur pays.



Église. « Pour nous, le rôle du clergé répond à un besoin national. Ses membres y sont préparés. »

Une de nos préoccupations serait d'encourager les jeunes à s'engager davantage dans les services publics. En Europe orientale, sous le communisme, les Arméniens étaient beaucoup plus intégrés. Mais dans cette région aussi ça diminue. En Bulgarie, nous avions plusieurs députés, dont deux membres de l'UGAB. Aujourd'hui, même là-bas on s'engage de moins en moins dans des activités publiques locales. En politique, pour peser, il faut être présent, il faut s'intégrer dans les infrastructures administratives des pays où nous vivons.

NAM: Est-ce que l'UGAB continue d'avoir des programmes en Artsakh? Est-ce que cette entité a une place importante dans vos activités?

B.S.: L'Artsakh a une place importante. Nous y avons pas mal d'investissements. Nous avons par exemple établi un campus de l'Université américaine. On a aussi créé le Turno du Karabagh. Il y a plus de 20 ans qu'on avait fondé la philharmonique que nous continuons à soutenir. Il faut tout faire pour arrêter l'exode vers Erevan et maintenir la population sur sa terre. Il faut développer son économie. Malheureusement, un nombre très limité des citoyens d'Arménie ont à ce jour visité Artsakh. Aussi, c'est un sujet sur lequel il devient nécessaire à un certain moment de faire preuve de réalisme et trouver des solutions. Per capita, nous sommes la 3^e armée la plus grande. La première étant Singapour, la deuxième Israël. Imaginez la situation aujourd'hui si on avait trouvé une solution il y a 20 ans, car les données n'ont pas trop changé à ce jour. On a dépensé pour la défense des milliards de dollars à travers les années qui auraient pu être investis dans l'économie du pays. Entre temps, nos jeunes héros continuent à se sacrifier et risquer leur vie au quotidien. Je ne vois pas, pour le moment, la fin du tunnel. On ne peut continuer, comme les situations chypriote ou palestinienne, à vivre toujours en état de guerre. On ne cédera pas l'Artsakh, mais une solution juste, honorable et équitable basée sur les principes d'autodétermination doit être envisagée, avec certains compromis pour aboutir à une paix durable.

Propos recueillis par Ara Toranian